

Démocratie et développement en Afrique depuis les années 1960

Joan Ricart-Huguet

Université Loyola du Maryland

1. Introduction

Les pays africains font souvent la une de l'actualité mondiale lorsque les présidents refusent de quitter leurs fonctions après la fin de leur mandat. En 2019, six des dix chefs d'État les plus longtemps au pouvoir étaient originaires d'Afrique subsaharienne. Comment le président camerounais Paul Biya a-t-il pu rester en place depuis 1975 et le président ougandais Yoweri Museveni depuis 1986? Ailleurs, le président iranien Ali Khamenei est au pouvoir depuis 1979 et le président cambodgien Hun Sen depuis 1984. Les présidents des pays semi-démocratiques et non démocratiques tentent souvent de contourner les règles afin de pouvoir rester au pouvoir pour un ou plusieurs mandats supplémentaires. Dans le cas de l'Ouganda, Museveni a supprimé les limites d'âge en modifiant la Constitution ougandaise de manière à pouvoir se présenter à l'élection présidentielle après l'âge de 75 ans. Son initiative a rencontré l'opposition du Parlement et de la Cour suprême. Toutefois, l'amendement constitutionnel a finalement été approuvé par le Parlement et confirmé par la Cour suprême, ouvrant la voie à sa réélection potentiellement indéfinie.

Les violations de la limitation des mandats présidentiels ne sont que la partie émergée de l'iceberg: elles constituent un exemple important et visible des lacunes démocratiques en Afrique et au-delà, notamment la corruption, le clientélisme et le respect limité de l'État de droit. Les enquêtes Afrobaromètre révèlent que les citoyens africains considèrent souvent ces problèmes comme les plus importants auxquels leur pays est confronté. C'est le résultat de la valorisation des normes démocratiques et de la crainte que le non-respect de ces normes ne porte atteinte à leurs droits civils, à leurs droits politiques et à leur bien-être. La politique et l'économie sont profondément liées, et ce chapitre s'intéresse à certains de leurs liens afin de mieux comprendre la démocratie et le développement en Afrique depuis les années 1960.

Dans le reste du chapitre, nous commençons par définir la démocratie et nous examinons sa relation avec le développement économique dans la section 2. La section 3 présente une chronologie des trois phases démocratiques en Afrique depuis l'indépendance. Le continent se democratise rapidement depuis les années 1990, mais la mauvaise gouvernance est à l'origine du développement économique limité auquel sont confrontées de nombreuses sociétés africaines depuis leur indépendance dans les années 1960 (section 4). Nous nous concentrerons sur trois obstacles politiques à la poursuite de la démocratisation et du développement que j'appelle "les trois C de la mauvaise gouvernance": la corruption, le clientélisme et les conflits.

S'il est important d'esquisser des tendances générales, il est essentiel d'examiner les différences entre les pays africains, car leur degré de démocratisation et de développement diverge considérablement. Enfin, nous opposons deux pays généralement considérés comme des exemples de réussite politique et économique (le Botswana et l'île Maurice) à deux autres (le Bénin et l'Ouganda) qui ont connu des décennies d'instabilité politique et sont comparativement moins développés.

2. Démocratie et développement: l'un peut-il aller sans l'autre?

L'une des questions les plus importantes en économie politique concerne la relation entre le développement politique et le développement économique. Presque tous les pays développés du monde sont démocratiques. De même, les pays plus démocratiques ont tendance à être plus développés. Nous limitons ici le développement économique au produit intérieur brut (PIB) par habitant, bien que le développement économique puisse également être compris de manière plus large pour prendre en compte la réduction de la pauvreté et l'inégalité économique.

En grec, la démocratie signifie littéralement *le gouvernement par le peuple*, car “demos” signifie *peuple* et “kratos” signifie *gouvernement*. Robert Dahl, l'un des plus éminents théoriciens de la démocratie, a affirmé que même les pays très démocratiques sont plus proches de la “polyarchie” (étymologiquement, le *gouvernement par plusieurs*) que du gouvernement par le peuple. Selon Dahl, la *contestation* et la *participation politiques* sont deux éléments clés de la démocratie: dans certains pays, les institutions sont plus “libérales” (c'est-à-dire qu'il y a plus de contestation politique via, par exemple, des sources médiatiques alternatives) et plus “inclusives” (c'est-à-dire qu'il y a plus de participation politique dans les affaires publiques) que dans d'autres. Par institutions, nous entendons, à l'instar de Douglass North, lauréat du prix Nobel en 1993, “les règles du jeu dans une société ou, plus formellement, les contraintes conçues par l'homme qui façonnent l'interaction humaine”, telles que la constitution d'un pays, les lois et les règles informelles qui ne sont pas nécessairement écrites sur le papier.

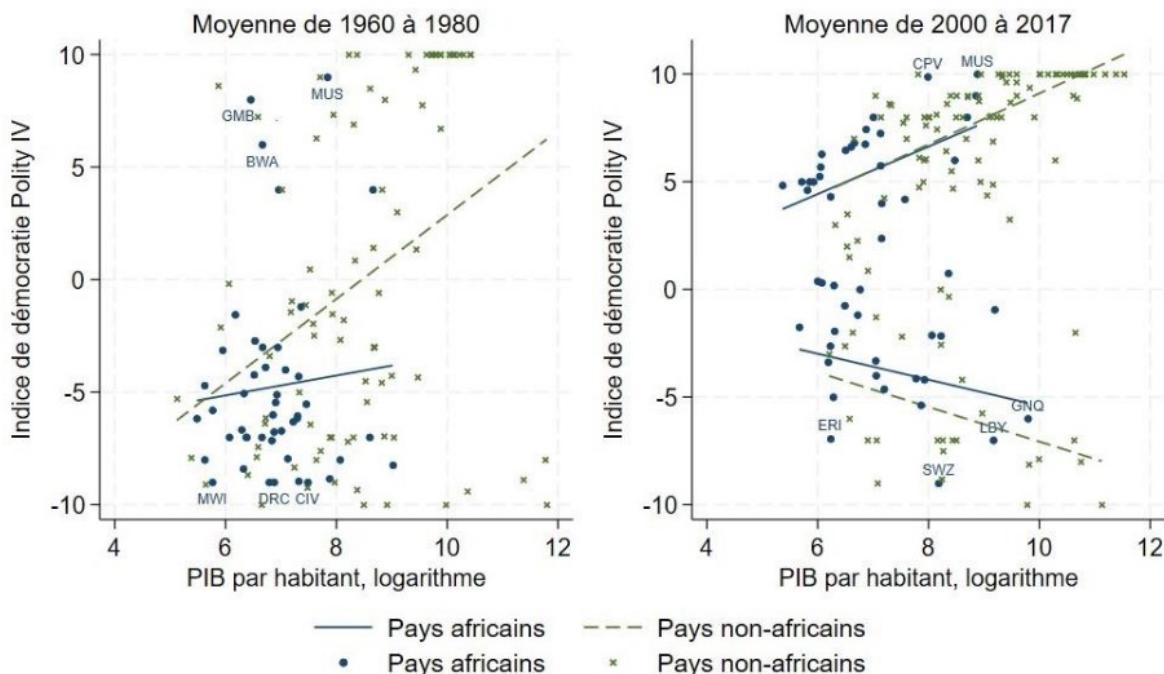
En outre, les institutions démocratiques de certains pays protègent mieux que d'autres la liberté d'association, la propriété privée ou le droit à un procès gratuit. La recherche a montré que des institutions spécifiques communes aux sociétés démocratiques améliorent la gouvernance et favorisent le développement. Par exemple, les institutions coloniales ont été principalement conçues pour maximiser l'extraction des ressources, qu'il s'agisse des diamants en Sierra Leone, sous domination britannique, ou du caoutchouc au Congo belge. Ces institutions sont hostiles au développement économique parce qu'elles sont généralement associées à un mépris des droits de propriété et à un pouvoir exécutif non démocratiquement élu (par exemple, le président) qui n'est pas limité par l'État de droit. En revanche, les institutions démocratiques garantissent des élections équitables et contraignent les dirigeants à respecter l'État de droit tout en garantissant les droits des citoyens. L'île Maurice, depuis les années 1980, est un exemple clair de ce type d'institutions, mais le début de la période postcoloniale dans de nombreux pays, dont l'Ouganda, a également été caractérisé par des élections largement équitables et

concurrentielles, même si ces pays sont souvent devenus non démocratiques dans les années 1970.

Les institutions démocratiques ne surgissent pas de nulle part. Les théoriciens de la modernisation ont affirmé que l'urbanisation, l'éducation, le changement technologique et d'autres processus de développement sont propices à la démocratisation. Par exemple, lorsqu'une société se modernise, la classe moyenne émergente exige souvent de participer au processus politique (c'est-à-dire d'être incluse) et contribue ainsi à la démocratisation. De nombreux économistes politiques s'accordent à dire que la démocratie et le développement se renforcent mutuellement, et la littérature existante a fourni des preuves des deux sens de la causalité.

Quelle est la relation entre la démocratie et le développement dans les pays africains et non africains depuis les années 1960, lorsque la plupart des pays africains ont accédé à l'indépendance? La figure 1 présente les valeurs moyennes du PIB par habitant en dollars américains constants de 2005 (\$) sur l'axe des abscisses et les scores moyens de Polity IV sur deux périodes différentes sur l'axe des ordonnées: les deux premières décennies d'indépendance pour la majeure partie du continent (1960-1980) sur le côté gauche et les deux plus récentes (2000-2017) sur le côté droit. La mesure du PIB par habitant est présentée sous forme de logarithme naturel afin de réduire l'influence des valeurs extrêmes aberrantes (pays très riches). Par exemple, le PIB par habitant du Malawi pour la période 1960-1980 était d'environ 330 dollars. Le logarithme naturel correspondant est de 5,8 \$.

Figure 1: Développement économique et démocratie en Afrique après l'indépendance et aujourd'hui



Remarque: PIB par habitant en USD constants de 2005. Le score Polity IV est compris entre -10 (le plus autocratique) et 10 (le plus démocratique). La figure met en évidence les pays africains hautement

démocratiques et hautement autoritaires. Acronymes: BWA (Botswana), CIV (Côte d'Ivoire), CPV (Cap-Vert), DRC (République démocratique du Congo), ERI (Érythrée), GMB (Gambie), GNQ (Guinée équatoriale), LBY (Libye), MUS (Maurice), MWI (Malawi), SWZ (Swaziland).

Le score Polity IV mesure le degré de démocratie d'un pays et va de -10 (autorités complètes) à +10 (démocraties complètes). Le score est un indice composite de variables qui mesurent la contestation politique et la participation politique. Par exemple, une démocratie où le pouvoir exécutif (c'est-à-dire le gouvernement) est soumis à des contraintes constitutionnelles et stables obtiendra jusqu'à 4 points uniquement sur cette dimension. Une autorité où le gouvernement n'a pas de contraintes légales obtiendra un score de -4. D'autres mesures de la démocratie sont binaires: démocratique ou autoritaire. Dans ces mesures, un pays est considéré comme démocratique si son Polity IV est d'environ 6 ou plus. Cela signifie que même les pays dont le score Polity IV se situe entre 0 et 5 présentent d'importantes lacunes en matière d'inclusion politique, de contestation, voire les deux.

La figure 1 à gauche montre qu'il existe un groupe de pays non africains riches et démocratiques (croix) dans le coin supérieur droit pour les deux périodes. Il s'agit principalement de pays européens. Dans l'ensemble, les pays non africains vont de l'autorité à la démocratie au cours des deux périodes. La figure 1 montre également que les pays africains (points) sont regroupés dans le coin inférieur gauche au cours de la période 1960-1980 parce qu'ils étaient à la fois plus pauvres et moins démocratiques que la plupart des pays non africains (croix). Les exceptions sont l'île Maurice, la Gambie et le Botswana, qui obtiennent des résultats aussi démocratiques que le groupe de pays européens dans le coin supérieur droit. Cependant, pour la période 2000-2017 (figure de droite), nous observons des variations beaucoup plus importantes dans les scores de Polity IV en Afrique. De nombreux pays africains sont devenus plus démocratiques, grimpant sur l'axe des ordonnées. Au 21^e siècle, les pays africains vont de démocratiques (Cap-Vert et Maurice) ou plutôt démocratiques (Botswana et Afrique du Sud) à très autoritaires (Érythrée, Swaziland, Guinée équatoriale).

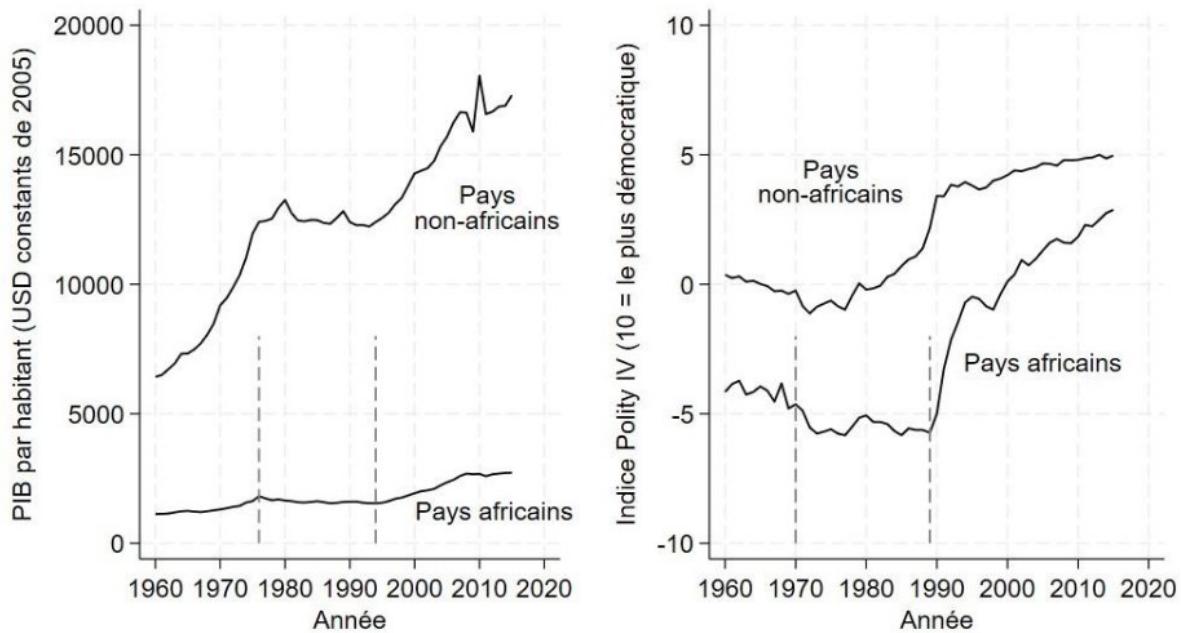
Les lignes de tendance linéaire de la figure 1 indiquent que la relation entre la démocratie et le développement économique est positive pour les pays africains et non africains au cours de la période 1960-1980. Toutefois, pour la période 2000-2017, la relation semble conditionnelle: la relation entre la démocratie et le développement est positive pour les pays plus démocratiques (score Polity IV supérieur à 0) mais négative pour les pays plus autoritaires (score Polity IV inférieur à 0). Qu'est-ce qui explique ces deux modèles différents? Les chercheurs Robert Bates, Ghada Fayad et Anke Hoeffler affirment que cette relation négative est en partie due aux pays autoritaires riches en ressources naturelles. La "malédiction des ressources" est l'idée que les ressources naturelles non renouvelables, comme les minéraux ou le pétrole, peuvent rendre un pays plus pauvre et moins démocratique parce que ces ressources sont susceptibles d'être accaparées par les élites et sont limitées, ce qui entrave le développement économique *durable* même si le pays peut devenir plus riche à court terme grâce à ses exportations de ressources naturelles. La Libye et la Guinée équatoriale, toutes deux bien dotées en pétrole brut, sont riches par rapport à la plupart des pays africains, mais elles sont aussi parmi les moins démocratiques et les plus inégalitaires sur le plan économique.

Les élites des États riches en ressources naturelles ont souvent réussi à exploiter les richesses de leur pays sans se démocratiser et ont donc généré un niveau élevé d'inégalité de richesse entre l'élite politique (par exemple, les proches de Mouammar Kadhafi en Libye et de Teodoro Obiang en Guinée équatoriale, respectivement) et le reste de la population. Toutefois, les pays qui sont déjà relativement démocratiques au moment de la découverte des ressources ont tendance à mieux gérer leurs ressources naturelles en combinant une croissance soutenue avec une redistribution économique découlant de la responsabilité démocratique. C'est le cas de la Norvège, riche en pétrole et en gaz, et du Botswana, riche en diamants depuis les années 1970. En général, la figure 1 révèle que la relation entre la démocratie et le développement reste positive dans les pays africains et non africains lorsque les revenus ne proviennent pas des ressources naturelles (par exemple, le Cap-Vert, le Ghana, l'île Maurice). Ceci est cohérent à la fois avec la théorie de la modernisation et avec l'idée que les institutions démocratiques favorisent la croissance économique.

3. Principales phases politiques depuis l'indépendance

La figure 2 révèle un schéma important de développement économique et de démocratisation au fil du temps. L'Afrique se démocratise en fait en dépit d'une croissance économique limitée. Le graphique de gauche montre le PIB par habitant en dollars américains constants de 2005 (\$) sur l'axe des ordonnées de 1960 à 2017. Le graphique de droite montre les scores moyens de Polity IV sur l'axe des ordonnées, également de 1960 à 2017. La modeste croissance économique de l'Afrique depuis 1960, illustrée dans le graphique de gauche, va à l'encontre de la thèse d'économistes tels que Robert Solow, qui s'attendaient à ce que les pays pauvres "rattrapent" ou convergent en termes de PIB par habitant vers les pays plus riches, à condition que les pays pauvres puissent reproduire le taux d'épargne et les technologies des pays plus riches. En réalité, l'écart économique entre les pays africains et non africains s'est creusé, ce qui est cohérent avec les facteurs nationaux tels que le capital humain et les institutions politiques qui influent sur le développement, comme le souligne la théorie de la croissance endogène. Dans le même temps, nous avons assisté à une réduction impressionnante du fossé démocratique en Afrique depuis 1990. Le graphique de droite montre que les sociétés africaines sont devenues plus démocratiques depuis lors et que ces gains sont plus prononcés dans les pays africains que dans les pays non africains. Nous allons maintenant expliquer ces tendances historiques plus en détail.

Figure 2: Démocratie et développement économique en Afrique de 1960 à 2017



Les politologues divisent généralement la période post-indépendance en trois phases: (i) la première décennie post-coloniale (années 1960), (ii) les “décennies perdues” (1970-1989) et (iii) la période post-guerre froide (1990-aujourd’hui). La guerre froide (1945-1990), au cours de laquelle les États-Unis et l’Union soviétique se sont affrontés, a été source d’instabilité et de conflits en Afrique et ailleurs, car ces deux pays se sont battus pour le contrôle géopolitique de ce que l’on appelait alors le tiers-monde, principalement les pays en développement d’Asie, d’Afrique et d’Amérique latine. En Afrique, l’indépendance politique vis-à-vis du régime colonial dans les années 1960 a suscité de grandes espérances dans un contexte de vague de sentiments panafricanistes, en particulier parmi les élites urbaines. Toutefois, comme le montre le graphique de gauche de la figure 2, les niveaux de développement économique et de démocratisation étaient comparativement faibles dans les années 1960. Certaines des premières élections qui ont suivi l’indépendance ont été contestées et participatives, mais de nombreux pays sont rapidement devenus soit des gouvernements civils à parti unique (par exemple, l’Union nationale africaine du Tanganyika de Julius Nyerere, l’Union progressiste sénégalaise de Léopold Sédar Senghor), soit de véritables dictatures militaires (par exemple, Gowon au Nigéria, Kérékou au Bénin). Les États faibles et les sociétés inégales sur le plan régional que les Africains ont hérités de la colonisation n’ont pas favorisé la démocratisation et le développement. La mauvaise gouvernance qui s’en est suivie a conduit à ce que l’on appelle les “décennies perdues” économiques de l’Afrique, car le PIB réel par habitant du continent a légèrement diminué entre 1975 et 1995 (période comprise entre les lignes pointillées grises dans le graphique de gauche de la figure 2). Sur le plan politique, les décennies perdues ont commencé vers 1970 et se sont terminées vers 1990, lorsque la situation politique a changé radicalement pour des raisons nationales et internationales.

Sur le plan intérieur, les piétres performances économiques de nombreux pays africains au cours des décennies perdues ont conduit à des manifestations civiles qui ont renversé des régimes dictatoriaux. Sur le plan international, l’effondrement de l’Union soviétique en 1990-1991 a

signifié la fin de la guerre froide et a conduit à une hégémonie libérale des États-Unis. Cela signifiait également que les pays africains n'étaient plus le champ de bataille des guerres par procuration entre les États-Unis et l'ex-Union soviétique. Les gouvernements africains marxistes, comme ceux de la République populaire du Congo, du Mozambique, de l'Angola et du Bénin, n'ont plus reçu le soutien de l'Union soviétique et sont devenus de plus en plus démocratiques dans les années 1990. Cette "vague de démocratisation", qui a débuté en 1990, s'est traduite par un nombre croissant d'élections démocratiques dans toute l'Afrique. Au cours de la période 1985-1989, seuls neuf des 47 pays d'Afrique subsaharienne ont organisé des élections contestées. Dans tous les autres pays, les partis d'opposition n'avaient aucune importance ou étaient illégaux. Cependant, le nombre et l'intensité des protestations politiques ont augmenté de façon spectaculaire vers 1990 et, en 1994, le nombre de pays ayant organisé des élections au moins partiellement contestées est passé à 38. En conséquence, la part des sièges occupés par l'opposition dans les assemblées législatives africaines est passée de 10 pour cent seulement en 1989 à 31 pour cent en 1994. Les gouvernements confrontés à des protestations politiques ont autorisé ou ont été contraints d'étendre rapidement le droit de vote de tous les adultes, hommes et femmes. Ce droit, connu sous le nom de suffrage universel, a contribué à l'augmentation de l'inclusion politique au cours de cette période. C'est une raison importante pour laquelle nous observons un pic de démocratisation dans le graphique de droite de la figure 2 pour les pays africains dans les années 1990.

À partir des années 1990, les scores de démocratie des pays africains ont bondi et se sont considérablement rapprochés de la moyenne mondiale non africaine. Des élections plus contestées et plus inclusives depuis les années 1990 ont même conduit certains à considérer les pays africains comme des "surperformants démocratiques", en ce sens qu'ils sont plus démocratiques que leur niveau de développement économique ne le laisserait supposer. La norme démocratique du suffrage universel - et donc de l'inclusion politique au moins nominale - est largement répandue en Afrique. Selon le politologue Staffan Lindberg, des élections répétées, *même lorsqu'elles sont entachées d'irrégularités*, rendent les pays plus démocratiques au fil du temps. En effet, des élections libres favorisent le comportement démocratique et, partant, la consolidation des valeurs démocratiques. D'une part, l'augmentation de l'inclusion et de la contestation politiques a permis à l'Afrique d'être beaucoup plus démocratique aujourd'hui qu'avant 1990. D'autre part, d'importantes lacunes en matière de gouvernance, examinées ci-après, entravent la poursuite de la démocratisation et du développement.

4. Obstacles politiques au développement: les trois "C" de la mauvaise gouvernance

Il existe de nombreuses raisons pour lesquelles l'économie d'un pays peut être sous-développée, notamment les faibles niveaux de capital humain, d'innovation technologique et de commerce international. Nous nous concentrerons plutôt sur trois *explications politiques* qui tendent à éroder les institutions démocratiques d'un pays: (i) la corruption (par opposition à la responsabilité et à l'État de droit), (ii) le clientélisme (par opposition à l'élaboration de politiques programmatiques) et (iii) les conflits (par opposition à la stabilité politique et à la paix). Les termes entre parenthèses sont leurs équivalents respectifs en matière de bonne

gouvernance. Ces trois facteurs contribuent à expliquer pourquoi les écarts politiques et économiques persistent en Afrique en dépit de l'impressionnant “ratrapage politique” évoqué plus haut.

(i) La corruption

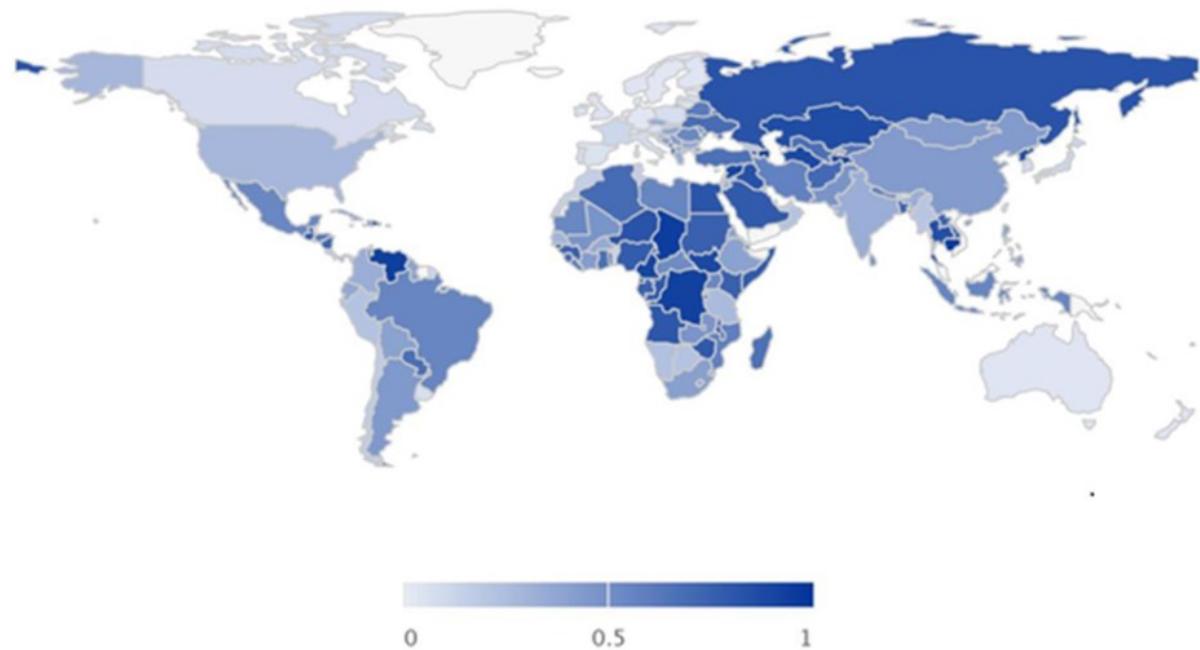
La corruption a tendance à nuire à la société, car peu de gens en profitent, à l'exception de ceux qui se livrent à des pratiques telles que la corruption, le vol et le détournement de fonds publics. Dans le secteur public, la corruption implique généralement la poursuite illégale ou trompeuse d'un gain personnel par un politicien ou un employé du secteur public (par exemple un fonctionnaire, un juge), généralement en tirant parti de sa position professionnelle. Le fait de tirer un avantage personnel de sa position officielle est coûteux pour le développement, car les efforts que l'homme politique aurait pu consacrer à l'amélioration du bien-être social sont plutôt alloués à l'augmentation de ses propres gains privés. Aucun pays n'est totalement exempt de corruption, mais les gouvernements plus démocratiques sont moins corrompus car les citoyens peuvent plus facilement demander des comptes aux fonctionnaires. Les données du projet Varieties of Democracy (V-Dem) présentées dans la figure 3 indiquent le niveau de corruption des gouvernements dans les différents pays en 2017. Les gouvernements autocratiques des pays de l'ex-Union soviétique (Russie, Kazakhstan, Turkménistan), du Moyen-Orient et de l'Afrique sont les plus corrompus (en foncé). Les niveaux de corruption varient toutefois considérablement au sein de l'Afrique. Les gouvernements sont très corrompus dans certains cas (par exemple au Tchad, en République démocratique du Congo) mais pas dans d'autres (par exemple au Bénin, au Botswana).

La corruption dans le secteur public est parfois ostentatoire et donc facile à détecter. Par exemple, Mobutu Sese Seko (1965-1997), le dirigeant de l'ancien Zaïre, actuellement la RDC, est devenu un exemple frappant de la politique du “grand homme”, terme utilisé pour désigner les dirigeants corrompus et dictatoriaux. La malédiction des ressources naturelles a favorisé la persistance d'autres élites corrompues telles que le président Teodoro Obiang (1979-aujourd'hui) en Guinée équatoriale, Omar Bongo au Gabon (1967-2009) et Denis Sassou Nguesso (1979-1992, 1997-aujourd'hui) en République du Congo, ainsi que leurs familles. Ces trois pays ont été parmi les 50 premiers producteurs de pétrole au monde ces dernières années. Les trois familles ont fait la une des journaux en 2013 pour avoir possédé des propriétés de plusieurs millions de dollars à Paris.

La corruption moins ostentatoire, comme le détournement de fonds publics vers des poches privées ou le détournement de l'aide étrangère par des fonctionnaires, peut être plus insidieuse parce qu'elle est plus difficile à détecter. Des organisations non gouvernementales et des organismes donateurs tels que la Banque mondiale ont enquêté sur ce type de corruption, mais il est très difficile d'en déterminer l'ampleur réelle. Contrairement à la violation de la limitation des mandats présidentiels, la plupart des comportements corrompus sont plus faciles à dissimuler. Enfin, la “petite corruption” est également difficile à observer mais, à certains égards, elle est plus répandue. Par exemple, des recherches récentes ont montré que les policiers de Kinshasa font systématiquement payer des “péages informels” aux automobilistes afin d'obtenir le salaire de subsistance que l'État n'est pas en mesure de leur fournir. Qu'il s'agisse

de chefs d'État motivés par l'appât du gain ou de pauvres policiers motivés par la subsistance, la recherche montre que la corruption entraîne l'érosion de la confiance interpersonnelle, du capital social et, en fin de compte, du développement économique.

Figure 3: Indice de corruption dans le pouvoir exécutif (2017)



Remarque: Les données proviennent du projet V-Dem et sont disponibles en ligne. L'indice de corruption va de 0 (pas de corruption) à 1 (corruption extrême). Ce graphique montre les niveaux de corruption du gouvernement, mais les données du projet V-Dem montrent que la corruption du gouvernement est fortement corrélée à la corruption du secteur public en général, tant dans les pays africains ($\rho = 0,86$) que dans les pays non-africains ($\rho = 0,93$).

(ii) Clientélisme

Les gouvernements des pays où le clientélisme est omniprésent ont tendance à ne pas fournir suffisamment de biens publics, tels que les infrastructures, qui contribueraient au développement du pays. Le *clientélisme* peut être défini comme l'échange itératif d'avantages entre un homme politique (le patron) et un électeur (le client). Par exemple, un homme politique peut offrir de l'argent ou de la nourriture uniquement aux électeurs de sa circonscription dont il pense qu'ils voteront pour lui lors des élections. Cette pratique, appelée "achat de voix", est illégale et antidémocratique. Le clientélisme repose sur une promesse mutuelle entre l'homme politique et l'électeur. Lorsque le secret du vote est respecté, cette promesse mutuelle résulte d'un échange itératif plutôt que ponctuel car, dans le cas d'un échange ponctuel, l'homme politique n'aurait aucune raison de croire que l'électeur lui rendra la pareille. Les partis politiques peuvent rarement contrôler les votes individuels, de sorte que certains soutiennent raisonnablement que les politiciens clientélistes se livrent depuis longtemps à un "achat de participation", par lequel le politicien distribue des biens avant l'élection à un ensemble ciblé d'électeurs dans l'espérance que ces derniers lui rendront la pareille en votant.

Les *politiques programmatiques* sont souvent opposées au clientélisme parce que les ressources sont distribuées selon des règles claires qui ne dépendent pas des caractéristiques partisanes ou des antécédents électoraux. Prenons l'exemple d'un programme de formation professionnelle destiné à réduire le chômage. Une politique programmatique considérerait le fait d'être au chômage comme le seul critère d'éligibilité. Une approche clientéliste pourrait favoriser les participants ou la région qui ont soutenu l'homme politique ou le parti, non pas parce que ce participant ou cette région bénéficierait le plus du programme, mais parce que cela aiderait les chances de réélection de l'homme politique ou du parti. Cette contraposition montre clairement l'inefficacité économique du clientélisme.

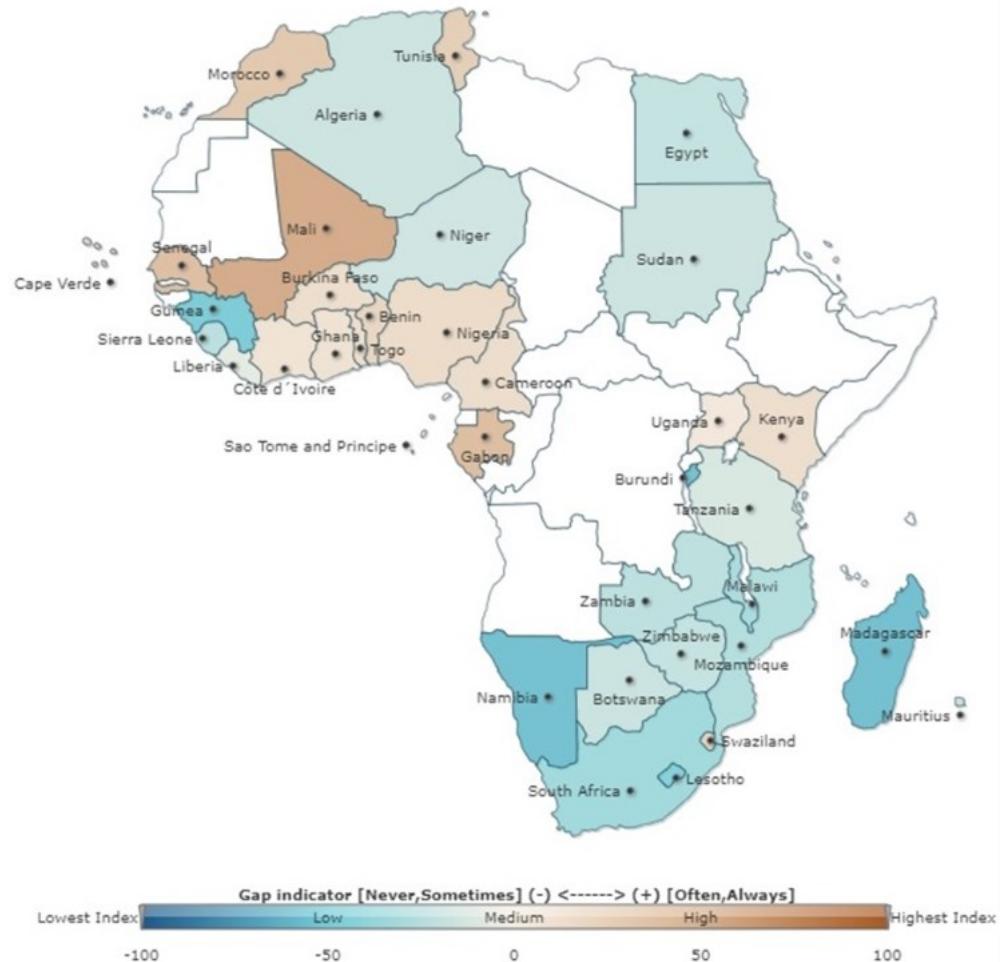
Le clientélisme est différent de la *politique distributive*, et potentiellement pire pour la démocratie et le développement. La politique distributive concerne les politiques ou les avantages qui ciblent les électeurs de l'homme politique ou un groupe particulier de citoyens, par exemple en fonction de la région, de l'ethnie ou de la religion. Les démocraties en Afrique et ailleurs ne sont pas à l'abri de la politique distributive. Un politicien en place peut allouer plus de ressources à une circonscription qui a voté davantage en faveur de sa réélection. Par exemple, depuis les années 1960, les coethniques du ministre de l'éducation au Kenya sont plus scolarisés que les enfants d'autres groupes ethniques. Cela suggère que les ministres de l'éducation ont favorisé leur propre groupe ethnique par rapport aux autres lors de la répartition des investissements dans l'éducation. Le clientélisme va encore plus loin en exigeant un échange direct entre l'homme politique et l'électeur du type "Je ne fournirai plus d'écoles que si vous votez pour moi aux prochaines élections".

Parmi les personnes interrogées par Afrobaromètre en 2014 et 2015, 43 pour cent estiment que les pots-de-vin en échange de votes sont courants ("se produisent souvent ou toujours"), tandis que 48 pour cent pensent qu'ils sont peu courants ("ne se produisent jamais ou parfois"). La figure 4 montre le pourcentage de répondants Afrobaromètre dans chaque pays qui disent que le clientélisme est courant moins ceux qui disent qu'il n'est pas courant. Ainsi, plus l'écart de pourcentage (positif) est important, plus l'achat de votes est perçu par la population d'un pays. La carte montre que la prévalence perçue du clientélisme varie considérablement. Au Mali, la plupart des gens pensent qu'il est courant (78 pour cent) et peu pensent qu'il est rare (21 pour cent), ce qui explique que l'indicateur d'écart soit égal à +57 pour cent. En Guinée voisine, peu de personnes ont déclaré qu'il était courant (20 pour cent) et la plupart ont déclaré qu'il était rare (71 pour cent), d'où l'écart de -51 pour cent.

Les recherches montrent que l'attrait des offres clientélistes est plus faible dans les pays riches et parmi les électeurs les plus riches d'un pays donné. Les pays riches ont tendance à moins souffrir du clientélisme, mais les efforts de développement des dernières décennies ont également cherché à s'attaquer à l'autre sens de la causalité, c'est-à-dire à réduire le clientélisme afin de favoriser les politiques programmatiques et le développement. Par exemple, une fonction publique responsable mais politiquement indépendante est importante à la fois pour limiter le clientélisme et pour mettre en œuvre efficacement les politiques publiques. Ces efforts sont importants car la démocratisation ne garantit pas à elle seule la disparition du clientélisme.

Par exemple, la figure 4 montre qu'il persiste au Ghana, un pays majoritairement démocratique depuis 2004.

Figure 4: Prévalence de l'achat de votes dans les pays africains (2014-2015)



Remarque: Il n'y avait pas de données disponibles pour les pays en blanc. Les données proviennent du cycle 6 de l'enquête Afrobaromètre et sont disponibles en ligne. La question est la suivante: "À votre avis, à quelle fréquence les électeurs sont-ils soudoyés lors des élections dans ce pays?" La réponse va de "jamais" (0) à "toujours" (4).

(iii) Les conflits

Les conflits politiques non violents sont monnaie courante dans tout État, car les individus et les groupes ont des préférences et des intérêts différents. Les politiciens conçoivent des institutions pour allouer des ressources rares qui ne peuvent satisfaire que partiellement des besoins illimités. C'est pourquoi les politiques démocratiques en Afrique et ailleurs s'engagent régulièrement dans des débats intenses sur la politique et l'allocation des ressources. Les *conflits violents*, cependant, remplacent les bulletins de vote par des matraques et des fusils. Il s'agit des cas où les acteurs ont recours à la force pour influencer les résultats politiques. Outre les guerres entre pays, les conflits peuvent prendre diverses formes à l'intérieur des pays, telles que les guerres civiles, les rébellions armées et les coups d'État. Parmi les trois C de la mauvaise gouvernance, les conflits violents sont les plus dévastateurs pour la société et l'économie, car

ils détruisent le capital physique, le capital humain et le capital social et sapent les institutions politiques d'un pays. Une société ne peut pas fonctionner correctement - et encore moins se développer et devenir démocratique - si la stabilité politique fait défaut.

Plus de 30 des 54 pays d'Afrique ont connu un ou plusieurs épisodes de conflit violent depuis 1960. Les conflits politiques violents peuvent aller du génocide de 1994 au Rwanda, où des centaines de milliers de personnes ont été tuées, aux coups d'État rapides et sans effusion de sang en Mauritanie en 1984 et 2005. Lors du coup d'État de 2005, les dirigeants ont même organisé des élections démocratiques qui ont eu lieu deux ans plus tard.

Néanmoins, quelques pays, dont le Botswana, l'île Maurice, le Sénégal et la Tanzanie, n'ont connu aucun coup d'État militaire ni aucune guerre civile depuis leur indépendance. Ils ont tout au plus souffert de conflits civils de faible intensité, comme le conflit entre le Sénégal et la Casamance dans le sud du pays. Le Sénégal et la Tanzanie ont longtemps été dirigés par des gouvernements autoritaires à parti unique, mais ces gouvernements ont réussi à maintenir l'armée dans les casernes et à conserver la stabilité politique et des institutions politiques non démocratiques mais fonctionnelles.

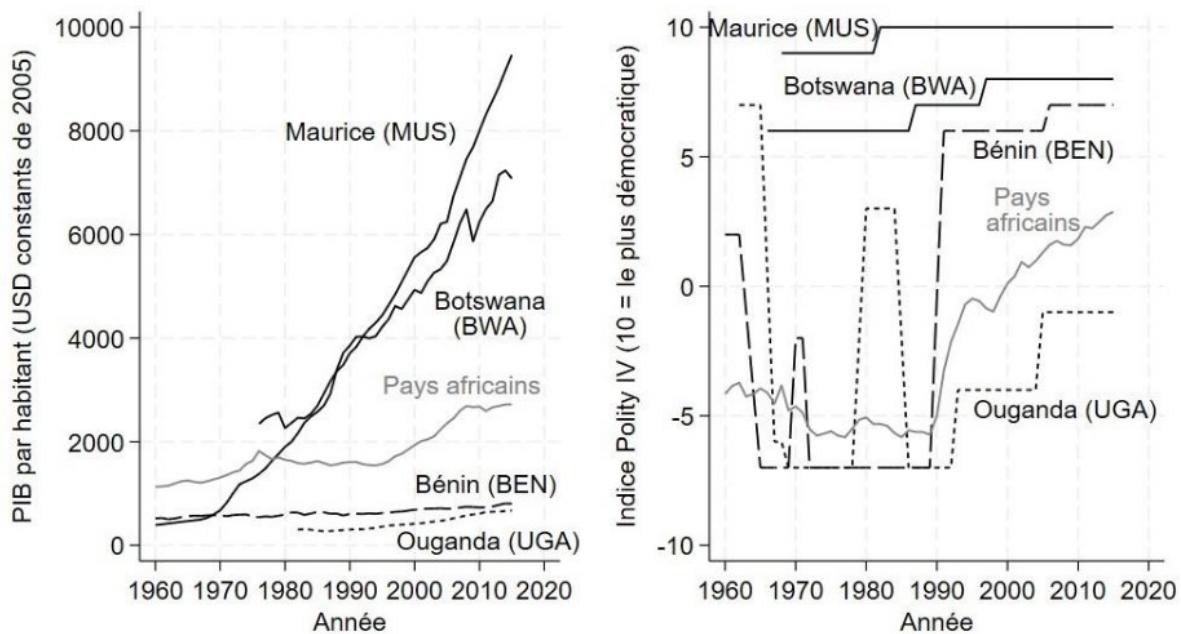
5. Développement politique et économique depuis les années 1960 dans quatre pays africains

La dernière section a montré trois façons dont la mauvaise gouvernance entrave la démocratie et le développement en Afrique. Dans cette section, nous nous pencherons sur quatre pays africains: le Bénin, le Botswana, l'île Maurice et l'Ouganda. Les études de cas par pays peuvent nous aider à mieux comprendre comment les trois C présentés dans la section 4 et leurs équivalents en matière de bonne gouvernance - responsabilité, politiques programmatiques et stabilité politique - ont eu un impact sur le développement politique et économique. Le Bénin, le Botswana, l'île Maurice et l'Ouganda ont tous obtenu leur indépendance du régime colonial dans les années 1960, mais leurs trajectoires politiques et économiques ont été très différentes depuis lors. Le Botswana et l'île Maurice sont largement considérés comme des exemples de réussite économique et politique depuis leur indépendance. Le Bénin a connu une démocratisation rapide dans les années 1990, accompagnée d'une croissance modeste. L'Ouganda n'a lui aussi connu qu'une croissance modeste et reste largement non démocratique.

Comme dans les figures précédentes, la figure 5 montre le PIB par habitant à gauche et le score de démocratie à droite, tous deux au fil du temps. Les lignes grises indiquent les niveaux de PIB par habitant et de démocratie pour le pays africain moyen dans les graphiques de gauche et de droite, respectivement. Elles sont identiques aux lignes de la figure 2. En outre, la figure 5 inclut désormais les trajectoires de quatre pays africains que nous allons étudier plus en détail maintenant. On constate que le PIB par habitant du Botswana et de Maurice était similaire à la moyenne des pays africains (ligne grise) dans les années 1960, mais que dans les années 2000, ils se sont imposés comme des pays à revenu moyen supérieur (graphique de gauche), avec des revenus par habitant supérieurs à 6 000 dollars. Le contraste avec la croissance très modeste du

Bénin et de l'Ouganda est saisissant. Le PIB par habitant du Bénin était estimé à 520 dollars en 1960 et à 805 dollars en 2015, tandis que celui de l'Ouganda était estimé à 303 dollars en 1982 et à 673 dollars en 2015. Le graphique de droite montre que Maurice, le Botswana, l'Ouganda et, dans une certaine mesure, le Bénin étaient pour la plupart démocratiques au moment de leur indépendance, dans les années 1960. Tous ont organisé des élections multipartites au suffrage universel dès l'indépendance. Cependant, le Botswana et l'île Maurice ont continué à se démocratiser, tandis que l'histoire politique du Bénin et de l'Ouganda s'apparente aux montagnes russes que suggère le graphique de droite.

Figure 5: Tendances démocratiques dans quatre pays africains, de l'indépendance à 2017



Remarque: Les indicateurs du développement dans le monde (Banque mondiale) ne comprennent pas le PIB par habitant de l'Ouganda avant 1982. Les scores Polity IV commencent avec l'indépendance du pays (1968 pour l'île Maurice et 1966 pour le Botswana).

La compréhension de ces tendances divergentes est complexe et résulte de facteurs *immédiats* ou à court terme ainsi que de facteurs *historiques* plus profonds ou à long terme. Par exemple, l'instabilité politique de l'Ouganda à la fin des années 1960 est une cause immédiate du coup d'État militaire d'Idi Amin en 1971 et du régime dictatorial qui s'en est suivi (1971-1979). Les causes plus profondes du coup d'État d'Idi Amin remontent en partie à la période coloniale. Le gouvernement colonial britannique a fortement recruté des soldats dans le nord de l'Ouganda, d'où venait Amin, créant ainsi une armée déséquilibrée sur le plan régional et ethnique, avec de nombreux Nordistes mais peu de Bagandas, le groupe ethnique le plus important.

Comme beaucoup d'autres pays africains, le Bénin et l'Ouganda ont été confrontés, au moment de l'indépendance, à deux problèmes qui ont miné leurs institutions politiques et leur stabilité: (i) l'inégalité régionale et (ii) la faible capacité de l'État. Les inégalités régionales et ethniques étaient omniprésentes dans les deux colonies. Alors que les recrues militaires provenaient principalement du nord de l'Ouganda, l'essentiel de l'activité économique, y compris les

cultures de rapport (coton et café), était centré principalement autour du lac Victoria, dans la région centrale du Buganda, qui était le centre politique et économique. De même, au Bénin, le Sud est resté le centre du commerce et des cultures de rapport (huile de palme) après la fin de la traite des esclaves. Le Nord, historiquement plus isolé du commerce côtier, est resté plus pauvre et moins peuplé pendant la période coloniale et jusqu'à aujourd'hui. Dans les deux pays, les inégalités économiques régionales ont exacerbé les conflits politiques sur la répartition des ressources après l'indépendance.

Un deuxième facteur historique important est la faible capacité de l'État. La *capacité de l'État* est définie comme la capacité du gouvernement à atteindre les objectifs politiques prévus, tels que la collecte des impôts, la fourniture de biens publics et l'application de la loi et de l'ordre. Certains qualifient les États à faible capacité "d'États faibles" et les États à forte capacité "d'États forts". Le Bénin et l'Ouganda, mais aussi le Botswana et d'autres États coloniaux d'Afrique, étaient "minces sur le terrain", ce qui signifie que les institutions formelles de l'État ne s'étendaient pas beaucoup au-delà de la capitale parce que les colonisateurs européens essayaient de limiter les coûts. Comment les élites politiques postcoloniales pourraient-elles promouvoir le développement économique tout en utilisant les ressources de l'État pour satisfaire les demandes clientélistes? Ce n'est pas une mince affaire pour un État, et encore moins pour un État faible qui a hérité de la colonisation de l'extraction et de la division ethnique. Les Béninois et les Ougandais ont hérité d'États coloniaux faibles qui étaient censés soudainement servir tous leurs habitants en tant que citoyens et non en tant que sujets coloniaux. De graves contraintes en matière de ressources ont conduit les premiers présidents, Hubert Maga au Bénin et Milton Obote en Ouganda, à favoriser leurs principaux partisans - généralement des coethniques - au détriment du reste de la population. Pour comprendre ces tendances, le politologue Nicolas van de Walle a défini les *États néopatrimoniaux* comme des États qui "combinent une façade extérieure d'administration légale rationnelle moderne avec une logique patrimoniale interne d'échange dyadique [clientélisme], de prébendalisme et d'appropriation privée des ressources publiques par les élites de l'État".

La faible capacité de l'État, combinée à l'inégalité régionale héritée du régime colonial, a favorisé les tensions régionales et ethniques au Bénin et en Ouganda qui ont culminé dans une série de coups d'État qui ont commencé peu après l'indépendance, à la fin des années 1960, et se sont poursuivis tout au long des années 1980. Dans le cas de l'Ouganda, la guerre civile de 1980-1986 a permis aux rebelles dirigés par l'actuel président Museveni d'accéder au pouvoir en 1986. Les mouvements rebelles sont peut-être plus fréquents en Afrique qu'ailleurs parce qu'il est facile de se rebeller contre des États faibles. En résumé, ces deux facteurs historiques et structurels expliquent pourquoi la bonne gouvernance et le développement se sont avérés difficiles au Bénin, en Ouganda et dans d'autres pays africains.

Néanmoins, le Bénin et l'Ouganda sont entrés dans des périodes de démocratisation relative et de stabilité politique depuis le début des années 1990, suivant la tendance générale en Afrique dont nous avons parlé. Dans le cas du Bénin, des manifestations en faveur de la démocratie ont chassé le président Kérékou et son régime à parti unique en 1990, après deux décennies marquées par la corruption, le clientélisme et la stagnation économique. Le Bénin a organisé

des élections multipartites contestées en 1991 qui ont abouti à la victoire du candidat de l'opposition. Le clientélisme et la corruption existent toujours mais sont moins répandus qu'avant 1990. Depuis lors, le Bénin a organisé des élections contestées et inclusives, ce qui se reflète dans la figure 5 avec un score démocratique bien supérieur à la moyenne africaine. Contrairement au Bénin, l'Ouganda sortait tout juste d'une guerre civile en 1990. Pour la plupart des gens, le retour à une vie normale était plus urgent que l'organisation de manifestations de masse en faveur de la démocratie. Le président Museveni gouverne depuis 1986 en tant que chef militaire et depuis 2005 en tant que chef d'un système multipartite. Si les Ougandais bénéficient du suffrage universel et donc d'une certaine inclusion politique, la contestation politique est limitée. L'opposition est confrontée à des conditions inégales car le gouvernement utilise les ressources publiques à des fins de corruption et de clientélisme. Cette situation confère au président Museveni un avantage important en tant que président en exercice.

Le Botswana et l'île Maurice sont restés démocratiques et leurs économies se sont développées rapidement après l'indépendance. Ces deux pays sont généralement décrits comme des exemples de réussite africaine, même s'ils sont très différents l'un de l'autre à bien des égards, notamment sur le plan de la géographie, des ressources naturelles, de la démographie et de la culture. Maurice est une île de l'océan Indien qui fait partie des 50 plus petits pays du monde, tandis que le Botswana est un pays enclavé d'Afrique australe dont la taille est 285 fois supérieure à celle de Maurice. La croissance économique du Botswana, visible dans la figure 5, a été alimentée par les diamants depuis la fin des années 1960. En revanche, l'île Maurice ne dispose d'aucune ressource naturelle exploitables. En outre, la densité de population de Maurice est la plus élevée d'Afrique (620 habitants par km²), tandis que celle du Botswana est l'une des plus faibles (4 habitants par km²). La diversité ethnique est faible dans les deux cas par rapport à la moyenne des pays africains. À Maurice, plus de 60 pour cent de la population est d'origine indienne, bien que les Indo-Mauriciens constituent un groupe diversifié; une grande minorité est d'origine africaine; et d'autres sont des créoles qui combinent des ancêtres africains, arabes, indiens et européens. Le Botswana est plutôt homogène, car environ 80 pour cent de la population est tswana.

L'inégalité économique et ethnique régionale était-elle particulièrement faible, ou la capacité de l'État particulièrement élevée, déjà sous le régime colonial? Aucun des deux pays n'a bénéficié d'une capacité étatique élevée et l'histoire de l'île Maurice est marquée par l'inégalité. L'île Maurice a d'abord été colonisée par les Français, puis par les Britanniques. L'économie tournait autour des plantations de sucre appartenant à des planteurs européens. Comme dans de nombreuses îles des Caraïbes où l'on cultive le sucre, des Africains sont importés comme esclaves. Lorsque l'esclavage a été aboli dans les années 1830, les planteurs ont fait venir des Sud-Asiatiques en tant que serviteurs sous contrat. L'île Maurice s'est progressivement développée politiquement dans les années 1900, avant l'indépendance (droits politiques pour les personnes métissées, extension du droit de vote), mais la colonie est restée longtemps pauvre et la richesse concentrée dans la minorité européenne. L'héritage colonial du Botswana n'est pas non plus anodin, mais l'empreinte britannique est relativement faible. Les Britanniques ont pris le contrôle du Botswana uniquement pour des raisons géopolitiques, à savoir pour relier

leurs colonies d'Afrique australe et orientale et pour contenir l'expansion allemande dans le sud-ouest de l'Afrique. Certains ont affirmé que l'indifférence des Britanniques à l'égard du Botswana était peut-être une bénédiction. Parce que les investissements publics coloniaux étaient lamentablement faibles (le Botswana n'avait pratiquement pas de routes pavées et seulement deux écoles secondaires dans les années 1960) et que la population était peut-être majoritairement tswana depuis un certain temps, le Botswana n'a pas connu les mêmes inégalités régionales et ethniques que le Bénin, l'Ouganda et même l'île Maurice. Le Botswana était plus uniformément pauvre que les trois autres pays. En résumé, l'héritage colonial du Bénin et de l'Ouganda a peut-être été plus néfaste, mais l'histoire du Botswana et de l'île Maurice n'a pas été particulièrement favorable non plus.

Malgré toutes leurs différences, le Botswana et l'île Maurice sont plus homogènes sur le plan ethnique que la plupart des pays africains et ont tous deux entrepris de multiples politiques économiques programmatiques. Ces deux facteurs ont probablement contribué à leur succès après l'indépendance. Nombreux sont ceux qui affirment que les inégalités économiques et de statut entre les groupes ethniques augmentent les conflits et réduisent la fourniture de biens publics en Afrique et ailleurs. C'est pourquoi le Botswana, en particulier, a peut-être bénéficié d'une certaine homogénéité. Bien entendu, cette explication est loin d'être déterministe: certains pays ethniquement homogènes comme le Lesotho ou le Burundi restent sous-développés, tandis que certains pays ethniquement diversifiés comme le Ghana et l'Afrique du Sud sont très développés.

La bonne gouvernance est l'une des principales raisons des niveaux élevés de démocratie et de développement au Botswana et à Maurice. Les élites politiques ont conçu et mis en œuvre des politiques programmatiques - par opposition au clientélisme - qui ont stratégiquement favorisé le développement à long terme. Les deux pays ont également bénéficié d'une stabilité politique (pas de coup d'État ni de violence à grande échelle) et de faibles niveaux de corruption. Les deux premiers présidents du Botswana, Seretse Khama (1966-1980) et Quett Masire (1980-1998), ont fait preuve de clairvoyance en investissant dans l'éducation et la santé les premiers revenus tirés des diamants découverts en 1967, un an après l'indépendance. Depuis 1994, le gouvernement a également investi ces revenus dans un fonds souverain. En d'autres termes, le gouvernement a transformé la malédiction habituelle des ressources en bénédiction. L'organisation politique précoloniale des Tswanas, qui comprenait des normes délibératives et une assemblée populaire, a peut-être facilité les politiques programmatiques de Khama et de Masire. Le gouvernement a géré activement l'économie tout en respectant largement les droits de propriété et l'État de droit en général. Le capital humain étant faible au moment de l'indépendance, certains fonctionnaires étaient des étrangers qui ont été progressivement éliminés au fur et à mesure que de plus en plus de Botswanais terminaient leurs études supérieures.

Le succès du Botswana en matière de gouvernance a été obtenu malgré une contestation politique limitée: le Parti démocratique du Botswana a remporté toutes les élections dans le pays depuis l'indépendance en 1966. L'absence de victoire de l'opposition au Botswana à ce jour indique que le système politique n'est que modérément compétitif. L'accumulation du

pouvoir entre les mains des derniers présidents, notamment Ian Khama (2008-2018), est également une source d'inquiétude. Le Botswana souffre d'une forte dépendance à l'égard des revenus du diamant et son économie ne s'est pas diversifiée, ce qui limite les opportunités économiques en dehors du secteur public et entraîne un taux de chômage élevé (15 à 20 pour cent en 2008-2018). Bien que la croissance depuis l'indépendance ait été spectaculaire, il s'agit de préoccupations importantes qui sont probablement liées au ralentissement économique du Botswana depuis 2014.

Enfin, l'île Maurice présente un cas fascinant et complexe. Dépourvu de ressources naturelles, le gouvernement s'est efforcé, au cours des dernières décennies, de diversifier l'économie et y est parvenu. Le sucre et l'agriculture restent des exportations importantes, mais la pêche et l'industrie textile ont gagné du terrain après l'indépendance. Plus récemment, le gouvernement a encouragé le tourisme et le secteur de l'information et de la technologie. Le gouvernement a également combiné des impôts peu élevés et des droits de propriété sûrs pour attirer les investissements directs étrangers et même les banques offshore. Pour lutter contre les inégalités, le gouvernement a mis en place un État-providence. Le Parti travailliste mauricien a poussé à la mise en place d'un État-providence naissant dans les dernières années de l'ère coloniale. Après l'indépendance, alors que les institutions financières internationales poussaient à la privatisation, le gouvernement a élargi l'État-providence pour y inclure un Fonds national de retraite, des soins de santé universels et une éducation gratuite jusqu'à l'université.

Les conflits politiques à Maurice ont parfois été vifs, mais n'ont jamais tourné à la violence, ce qui a permis de maintenir un niveau élevé de contestation politique. De multiples partis et idéologies politiques ont gouverné l'île Maurice depuis son indépendance en 1968. Des gouvernements de coalition récurrents ont réussi à gérer la diversité religieuse et ethnique du pays malgré une crise politique dans les années 1980. Par rapport au Botswana, l'île Maurice jouit d'un dynamisme et d'une diversification économiques plus importants, d'un taux de chômage plus faible, d'une plus grande responsabilité politique (c'est-à-dire d'une corruption moindre) et d'une plus grande contestation politique. En bref, le pays est plus démocratique et plus développé. Pour toutes ces raisons, nombreux sont ceux qui, ces dernières années, ont affirmé que l'île Maurice était un exemple de réussite plus inspirant que le Botswana.

6. Conclusion

Les pays africains vont de pays majoritairement développés et démocratiques, comme le Botswana et l'île Maurice, à des pays comparativement sous-développés et non démocratiques, comme l'Ouganda et la République démocratique du Congo. L'histoire nous enseigne que la démocratisation et le développement tendent à aller de pair. Toutefois, au cours des dernières décennies, certains pays africains, généralement riches en ressources naturelles comme la Guinée équatoriale et le Gabon, se sont enrichis tout en restant autoritaires. La richesse est très inégalement répartie dans ces pays en raison des importantes rentes économiques générées par la gestion corrompue des revenus des ressources naturelles et parce que les élites politiques

s'engagent dans la recherche de rentes à court terme plutôt que dans l'élaboration de politiques programmatiques à long terme, comme l'ont fait le Botswana et l'île Maurice.

Il est plus surprenant de constater qu'il existe toujours un fossé démocratique entre les pays africains et les pays non africains, mais qu'il se réduit depuis 1990, même si le fossé économique s'est creusé. Les mauvaises performances économiques des années 1980 et la fin de la guerre froide ont conduit à des manifestations qui ont renversé des gouvernements autoritaires dans les années 1990 et certains pays, comme le Bénin, se sont démocratisés. Bien sûr, il reste des défis à relever. Le plus évident est que des pays comme le Bénin se sont démocratisés mais n'ont pas connu de taux de croissance élevés malgré les changements institutionnels. L'impressionnant "ratrappage politique" des pays africains ne s'est pas encore traduit par un "ratrappage économique". Comprendre pourquoi est et doit rester une préoccupation centrale des universitaires et des décideurs politiques.

Questions à étudier

1. Les pays plus développés sont-ils plus démocratiques? Dans l'affirmative, expliquez. Si ce n'est pas le cas, discutez des conditions dans lesquelles la démocratie et le développement peuvent ne pas aller de pair.
2. Qu'est-ce que la "malédiction des ressources"? S'agit-il toujours d'une malédiction ou les ressources naturelles peuvent-elles favoriser le développement et la démocratisation dans certaines conditions? Comparez le cas du Botswana à celui d'un autre pays africain riche en ressources.
3. Nommez et décrivez les trois C de la mauvaise gouvernance. Quels sont leurs équivalents en matière de bonne gouvernance?
4. En quoi le clientélisme diffère-t-il de la politique distributive et des politiques programmatiques?
5. Choisissez un pays africain qui vous intéresse ou vous préoccupe particulièrement. Compte tenu de ce que vous avez appris des cas du Botswana et de l'île Maurice, que pourrait faire ce pays pour se démocratiser et se développer davantage?

Lectures suggérées

Acemoglu, Daron, Simon Johnson and James A. Robinson (2003). An African Success Story: Botswana. In D. Rodrik (Ed.), *In Search of Prosperity: Analytic Narratives on Economic Growth* (pp. 80–119). Princeton: Princeton University Press.

Boix, Carles, and Susan Stokes (2003). Endogenous Democratization. *World Politics*, 55(July), 517–549.

Boone, Catherine (1992). *Merchant Capital and the Roots of State Power in Senegal, 1930-1985*. Cambridge University Press.

- Bratton, Michael and Nicolas van de Walle (1997). *Democratic Experiments in Africa. Regime Transitions in Comparative Perspective*. Cambridge and New York: Cambridge University Press.
- Collier, Paul (2007). *The Bottom Billion: Why the Poorest Countries are Failing and What Can Be Done About It*. Oxford and New York: Oxford University Press.
- Harkness, Kristen A. (2016). The Ethnic Army and the State: Explaining Coup Traps and the Difficulties of Democratization in Africa. *Journal of Conflict Resolution* 60(4): 587–616.
- Horowitz, Donald L. (1985). *Ethnic Groups in Conflict*. Berkeley and Los Angeles: University of California Press.
- Lawrence, Adria K. (2013). *Imperial Rule and the Politics of Nationalism*. New York: Cambridge University Press.
- Lindberg, Staffan I. (2006). *Democracy and Elections in Africa*. Baltimore: Johns Hopkins University Press.
- Miguel, Edward (2012). Tribe or Nation? Nation Building and Public Goods in Kenya versus Tanzania. *World Politics* 56(3): 327-362.
- van de Walle, Nicolas (2001). *African Economies and the Politics of Permanent Crisis, 1979-1999*. Cambridge and New York: Cambridge University Press.
- Wantchekon, Leonard (2003). Clientelism and Voting Behavior: Evidence from a Field Experiment in Benin. *World Politics* 66(April): 399-422.
- Roessler, Philip (2011). The Enemy Within: Personal Rule, Coups, and Civil War in Africa. *World Politics* 63(2): 300-346.
- Yi Dionne, Kim (2016). How democratic is Botswana after 50 years of independence? Retrieved June 13, 2019, from <https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2016/09/30/how-democratic-is-botswana-after-50-years-of-independence>

Bases de données utilisées

World Economics and Politics Dataverse (2018), available at:
<https://ncgg.princeton.edu/wep/dataverse.html> [Note: This resource is a meta-dataset that aggregates multiple datasets including the World Development Indicators, Penn World Tables, Polity IV data, and V-Dem data.]

Center for Systemic Peace. 2018. *Polity IV Project, Political Regime Characteristics and Transitions, 1800-2017*, available at: <http://www.systemicpeace.org/inscrdata.html>

V-Dem Varieties of Democracy. 2018. V-Dem Dataset - Version 9, available at:
<https://www.v-dem.net/en/data/data-version-9/>

Afrobarometer Data, Round 6. 2016. Online Data Analysis, available at:
<https://afrobarometer.org/online-data-analysis>

A propos de l'auteur



Joan Ricart-Huguet enseigne la politique comparée et l'économie politique à l'université Loyola du Maryland. Ses recherches portent sur les élites politiques, l'éducation, les héritages coloniaux et les inégalités, en particulier en Afrique. Il a obtenu son doctorat à l'Université de Princeton en 2018. <https://www.ricarthuguet.com/>